

Étude  
sur l'immigration  
et les objectifs  
démographiques  
du Canada

CA1 MI 5

-74S0509



# **L'immigration et l'inflation**

Larry Epstein





CAI MI 5

-74 S0509

Étude  
sur l'immigration  
et les objectifs  
démographiques  
du Canada

# L'immigration et l'inflation

Larry Epstein



Main-d'œuvre  
et Immigration

Manpower  
and Immigration

© Droits de la Couronne réservés

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9  
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX  
1683, rue Barrington

MONTRÉAL  
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA  
171, rue Slater

TORONTO  
221, rue Yonge

WINNIPEG  
393, avenue Portage

VANCOUVER  
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: \$ .75 N° de catalogue MP23-37-1974-5-9F

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada  
Ottawa, 1974

La présente étude a été rédigée par un haut fonctionnaire du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration dans le cadre de l'Étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada. Elle a pour objet d'éclairer le public sur les questions qu'elle traite. Les vues et les conclusions qu'elle renferme sont la seule responsabilité de l'auteur et ne traduisent pas nécessairement celles du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.



## PRÉFACE

Il n'a pas été possible, pour de nombreuses raisons, de procéder à une analyse approfondie de tous les facteurs relatifs à l'immigration et à la stabilité des prix. L'insuffisance des données et les contraintes imposées par le temps, pour n'en citer que deux, ont exclu la possibilité de vouloir résoudre certains problèmes de manière empirique.

L'auteur exprime sa reconnaissance à M. Li pour la part importante qu'il a prise à la rédaction de la section 2 et à M. Martin Abrams pour ses nombreux et précieux commentaires et suggestions.



## TABLE DES MATIÈRES

Préface .....	
1. INTRODUCTION .....	1
2. NATURES ET CAUSES DE L'INFLATION AU CANADA .....	3
3. RÉPERCUSSION DE L'IMMIGRATION SUR L'EXCÈS DE LA DEMANDE GLOBALE AU CANADA .....	6
A. Études concluant à un effet d'inflation .....	7
B. Études concluant à un effet de déflation .....	10
C. Conclusions .....	12
4. IMMIGRATION ET PÉNURIE DE MAIN-D'OEUVRE AU CANADA .....	13
A. Pénuries de main-d'oeuvre et hausse des salaires .....	13
B. L'expérience canadienne .....	14
5. IMMIGRATION, CHÔMAGE ET INFLATION AU CANADA .....	26
A. La courbe de Phillips .....	26
B. Répercussions pour le Canada .....	27
6. CONCLUSIONS ET RÉPERCUSSIONS SUR LE PROGRAMME .....	32
Références .....	34



Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117673376>

## INTRODUCTION

Dans le Livre blanc de 1966 sur l'immigration, il était explicitement déclaré que «le programme d'immigration doit être conforme au programme économique du pays en général, et aux programmes nationaux concernant la main-d'œuvre et les questions d'ordre social, en particulier». Afin d'aider à juger dans quelle mesure ce but a été atteint au cours des dernières années et à examiner les moyens d'y parvenir à l'avenir, la présente étude portera sur les rapports existant entre l'immigration et la stabilité des prix, qui constituent un des cinq objectifs généraux de l'économie canadienne formulés dans le *Premier exposé annuel* du Conseil économique du Canada, en 1964.

Les immigrants peuvent influer de plusieurs manières sur la stabilité des prix. Ils augmentent à la fois l'offre et la demande globales dans l'économie; ils peuvent donc, suivant le degré d'équilibre entre ces deux éléments, accroître ou réduire la pression des facteurs d'inflation. La répercussion d'ensemble peut être faible; mais des tensions peuvent être déclenchées dans certaines industries ou régions, qui sont ensuite susceptibles de s'étendre à l'ensemble de l'économie. Les goulets d'étranglement et le manque de main-d'œuvre peuvent être combattus grâce à des immigrants ayant les compétences requises et entraîner ainsi une diminution des contraintes pesant sur les coûts de production et, par conséquent, sur les prix.

Comme on le verra clairement plus loin, espérer qu'il serait possible de mesurer avec précision la part de l'immigration dans l'atténuation ou l'aggravation de la récente inflation au Canada, par exemple, relève pour l'instant de la fiction. On rencontre de nombreuses difficultés théoriques et empiriques, lorsqu'on s'efforce de prouver le bien-fondé des arguments quantitatifs et même qualitatifs présentés pour démontrer ces effets de l'immigration, en particulier en ce qui concerne la manière dont elle influe sur les goulets d'étranglement en matière d'emploi et sur des régions et des industries déterminées. Nous tirerons cependant quelques conclusions sur l'ordre probable de grandeur des conséquences de l'immigration. Nous y parviendrons en nous autorisant en partie de l'examen critique des études qui ont été faites pour le Canada et d'autres pays, et en partie d'une analyse indépendante. Dans notre conclusion, nous commentons quelques-unes des répercussions que notre analyse entraîne pour le programme d'immigration.

Notre étude des effets de l'immigration est manifestement très partielle, car elle passe sous silence la plupart de ses conséquences économiques et la totalité de ses répercussions sociales et culturelles, et c'est bien dans cette optique qu'il convient de considérer notre analyse et nos conclusions. Le programme d'immigration n'est qu'un des choix auxquels on peut recourir pour favoriser la stabilité des prix, et la combinaison optimale du programme d'immigration et des programmes concernant la monnaie, la fiscalité et la main-d'œuvre, doit être formulée simultanément, compte tenu des objectifs généraux du Canada en matière économique et sociale.

Nous faisons précéder notre analyse des effets de l'immigration sur la stabilité des prix par une revue succincte au chapitre 2, des mouvements caractéristiques et des causes de l'inflation au Canada depuis la dernière guerre. Cette démarche nous permet d'observer les conséquences de l'immigration dans le contexte des

principaux déterminants et des forces d'inflation et de placer ainsi les conséquences dans une plus juste perspective.

## NATURE ET CAUSES DE L'INFLATION AU CANADA

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada a connu quatre périodes d'inflation distinctes: les années qui ont immédiatement suivi la guerre, l'époque de la guerre de Corée, la fin des années 50 et la période postérieure à 1965 (voir le tableau 2.1).

**TABLEAU 2.1**  
**INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION ET TAUX DE CHÔMAGE, CANADA 1946–1972**

Année	IPC (1961 = 100)	Pourcentage de changement des IPC	Taux de chômage (en pourcentage)
1946	60.0	3.4	3.4
1947	65.6	9.3	2.2
1948	75.1	14.5	2.3
1949	77.4	3.1	2.8
1950	79.6	2.8	3.6
1951	88.0	10.6	2.4
1952	90.2	2.5	2.9
1953	89.4	-0.9	3.0
1954	89.9	0.6	4.6
1955	90.1	0.2	4.4
1956	91.4	1.4	3.4
1957	94.3	3.2	4.6
1958	96.8	2.7	7.0
1959	97.9	1.1	6.0
1960	99.1	1.2	7.0
1961	100.0	0.9	7.1
1962	101.2	1.2	5.9
1963	103.0	1.8	5.5
1964	104.8	1.7	4.7
1965	107.4	2.5	3.9
1966	111.4	3.7	3.6
1967	115.4	3.6	4.1
1968	120.1	4.1	4.8
1969	125.5	4.5	4.7
1970	129.7	3.4	5.9
1971	133.4	2.9	6.4
1972	139.8	4.8	6.3

Source: Statistique Canada, *Prix et indices des prix et La population active*.

Entre juin 1946 et décembre 1948, période qui a immédiatement suivi la guerre, on a observé une poussée périodique d'inflation, qui s'est manifestée «d'un seul coup». Elle était surtout due à une demande excédentaire d'ensemble qui, d'une part, s'était peu à peu accumulée pendant la guerre, et, d'autre part, était la conséquence de la politique d'argent facile à obtenir et de réduction d'impôts poursuivie en 1945 et 1946, afin d'assurer le plein emploi.

La seconde période d'inflation a commencé en 1950, au moment même où la guerre de Corée a éclaté (elle s'est terminée en décembre 1951). Cette inflation a été provoquée par l'accroissement des dépenses militaires qui sont venues s'ajouter à un accroissement déjà important de capitaux lancés sur le marché. L'inflation prévue à cause de la guerre a également joué un rôle important et entraîné une hausse rapide des prix, à un rythme encore plus accéléré qu'au cours de la première période.

Marquée par une augmentation plus lente des prix, la troisième période

d'inflation a commencé pendant le second trimestre de 1955 et s'est poursuivie jusqu'en 1958, malgré le déclin brutal de la croissance de la production réelle et l'augmentation du chômage, en 1957. Au fond, cette inflation était due à l'énorme afflux de capitaux américains et à l'expansion rapide du crédit et des prêts bancaires qui provoquèrent une demande globale excédentaire.

Bien qu'il y ait de nombreuses différences entre ces trois phases d'inflation, elles ont un point commun. En premier lieu, elles ont été relativement de courte durée et, en second lieu, elles pouvaient s'expliquer en grande partie, sinon totalement, en termes de macroéconomie. La demande globale de biens et services dépassait la capacité de production de l'économie, provoquant ainsi une hausse des prix. Sur ces deux derniers points, la récente inflation au Canada diffère des expériences précédentes.

Les fortes pressions exercées par la demande, qui a suivi la poussée des exportations, des investissements et de la construction, ont amorcé la hausse des prix en 1965. L'inflation s'est cependant poursuivie et a connu une durée sans précédent, malgré la mollesse de la demande et le taux élevé du chômage au cours des dernières années. Plusieurs explications ont été avancées. Le point de vue le plus généralement admis est que «l'attente de l'inflation», nourrie de l'expérience de la phase d'expansion et d'inflation des années 60, a engendré un type de comportement dans la détermination des salaires et des prix qui correspond à la poursuite d'un rythme important d'inflation.

On a également cité le rôle considérable des facteurs extérieurs. Étant donné que 30 à 35 p. 100 de l'économie canadienne sont directement tributaires des prix pratiqués sur le marché mondial, la hausse de ces prix influe inévitablement sur les prix de nos produits domestiques par le biais des marchés de courtiers qui lient nos industries domestiques et d'exportation. En outre, la hausse des prix des marchandises d'importation entraîne celle du coût de la vie et incite à tenter d'obtenir une augmentation plus importante des salaires.

Enfin, les économistes se sont servis des théories «structuralistes» de l'inflation que Schultze (25)<sup>1</sup> a mises à la mode pour essayer d'expliquer la récente inflation en procédant à une analyse par éléments distincts. Ainsi, par exemple, puisque les prix sont plus sensibles à une demande qu'à une offre excédentaire, une hausse générale découle d'un excédent de la demande dans certaines industries ou régions «clés», même si, dans l'ensemble, la capacité de production est suffisante. De même, un déséquilibre accentué sur le marché du travail provoque une inflation des salaires, et, partant, des prix, étant donné que la hausse des premiers dans les secteurs les plus fermés du marché du travail se trouve transférée, par les organes institutionnels, par exemple, aux autres secteurs. En un mot, la distribution non uniforme de l'offre et de la demande et les déséquilibres de structure ont contribué à la récente inflation.

L'analyse économique n'est pas encore parvenue à un point tel qu'elle permet de mesurer l'importance de chacun des facteurs invoqués ci-dessus dans la récente expérience canadienne. Nous nous proposons simplement d'indiquer certains facteurs importants d'inflation. Cela posé, nous pouvons ensuite procéder à l'examen des répercussions de l'immigration sur ces facteurs et, par conséquent, sur la stabilité des prix.

<sup>1</sup> Les références se trouvent à la fin de l'étude.

Il est évident que l'immigration n'influe pas directement sur toutes ces forces d'inflation. Les prévisions inflationnistes sont indirectement touchées, tout au plus; quant à l'influence de la hausse rapide des prix étrangers sur la situation intérieure, les conséquences de l'immigration n'ont qu'un effet accessoire sur la balance des paiements. Les immigrants ont une influence plus directe sur le niveau et la répartition en général de l'offre et de la demande dans l'économie. La répercussion d'ensemble est traitée au chapitre suivant, et celle qui porte sur les structures est étudiée aux chapitres 4 et 5. On sait très peu de choses sur les composantes industrielles des dépenses des immigrants et sur les dépenses dues à l'immigration. Nous nous limiterons donc à l'examen de la manière dont l'immigration influe sur les déséquilibres qu'on rencontre au Canada en matière d'emplois et dans les régions.

## RÉPERCUSSION DE L'IMMIGRATION SUR L'EXCÈS DE LA DEMANDE GLOBALE AU CANADA

Les immigrants influent et sur la demande globale à laquelle est soumise la production et sur la totalité de l'offre (possible). Ils contribuent à l'offre, parce qu'ils constituent une source de main-d'œuvre qui allège la pénurie de travailleurs, permettant ainsi d'exploiter des ressources jusque-là inutilisables et enfin accroissant peut-être la réserve de capital physique, directement ou en provoquant une augmentation des investissements étrangers.

La demande globale se trouve intensifiée du fait des besoins des immigrants en tant que consommateurs de biens et services, dont l'importance est fonction du niveau de leur revenu, des économies qu'ils ont apportées avec eux, des versements qu'ils font dans leur pays d'origine et de leur propension indéterminée à consommer. Le niveau des revenus canadiens s'élève dans la mesure où les profits réalisés grâce à la main-d'œuvre que fournissent les immigrants reviennent aux Canadiens, non aux immigrants, et la demande qui existe pour les biens de consommation s'en trouve accrue d'autant. Les dépenses gouvernementales, qu'on peut considérer comme portant sur les biens et services courants et les investissements publics destinés à accroître le fonds de capital social, augmentent également à cause de l'immigration. Les seconds, en particulier, ont vraisemblablement une certaine signification, étant donné que les maisons et les autres éléments du capital social, tels que les hôpitaux, les écoles et les routes, doivent être fournis pour faire face aux besoins de la population croissante. Enfin, les immigrants qui travaillent exigent l'utilisation d'un capital industriel pour exercer leur métier: usines, équipement et véhicules. Lorsque le capital industriel disponible est insuffisant, il doit provenir d'investissements privés accrus.

Il apparaît clairement que la répercussion d'ensemble de l'immigration sur le niveau des prix est fonction de l'équilibre entre l'apport qu'il constitue pour l'offre et son apport à la demande. Si les ressources supplémentaires qu'apportent les immigrants dans la production de biens de consommation et les investissements nouveaux ne suffisent pas à répondre aux besoins des nouveaux membres de la population, tout au moins pendant les quelques années qui suivent leur arrivée, les immigrants contribuent alors à susciter des forces d'inflation à court terme. En revanche, si, grâce à eux, la capacité de l'économie augmente plus que la demande, ils concourent à la stabilité des prix.

Afin de déterminer laquelle de ces deux situations correspond à celle du Canada, nous considérons les études des effets de l'immigration sur l'excédent de demande globale qui ont été faites pour le Canada et pour d'autres pays. Elles sont fort nombreuses et l'on en est venu à des conclusions contradictoires. Ces divergences sont dues dans une certaine mesure à la diversité des pays et des époques considérées. Elles tiennent cependant, dans la plupart des cas, aux différences entre les prémisses qui sous-tendent les analyses, et à ce que les conclusions sont fortement marquées par certaines de ces prémisses. Nous soumettons plus loin à un examen

critique les effets que ces analyses peuvent avoir pour l'expérience canadienne, en commençant tout d'abord par les études où il est prévu que l'immigration est une cause d'inflation, passant ensuite à celles qui concluent qu'elle est une cause de déflation.

#### A. Études concluant à un effet d'inflation

Ce groupe comprend: l'article de Mishan et Needleman (19) sur l'immigration de la Jamaïque en Grande-Bretagne; le Rapport du Conseil économique et monétaire de Nouvelle-Zélande (21) sur l'immigration en Nouvelle-Zélande, au début des années 60; les communications d'Arndt (2) et de Karmel (13) qui soutiennent que l'immigration postérieure à la guerre a constitué un puissant moteur supplémentaire d'inflation dans l'économie australienne et une étude de Jones et Smith (12) sur l'immigration du Nouveau Commonwealth en Grande-Bretagne, qui conclut que l'immigration est probablement une cause d'inflation, mais maintient que la force de son effet est très souvent surestimée. Comme les arguments présentés dans tous ces articles sont échafaudés de semblable manière et que celui de Mishan et de Needleman est présenté avec le plus de rigueur, notre analyse porte essentiellement sur celui-ci; même si nos commentaires ne sont pas également applicables à toutes ces études, ils le demeurent dans une certaine mesure pour la plupart d'entre elles.

L'effet stimulateur de l'immigration sur l'inflation, son ampleur et sa durée influent beaucoup sur la demande d'investissements industriels et sociaux dus à l'immigration et à son étalement dans le temps. Dans (19), par exemple, on suppose que chaque famille d'immigrants disposera d'un capital social et industriel égal à la moyenne ( $Y=1$ ), qui lui sera fourni sur une période de deux ans ( $t=2$ ); ce qui permet de dire qu'une seule famille représentera une demande d'investissement de l'ordre de 3,000 livres par année. Si l'on prend une valeur de  $Y =.75$  et de  $t=5$ , la demande d'investissement tombe à 900 livres seulement. Lorsque  $Y$  est inférieur à .1 et  $t=2$ , on aboutit à une conjoncture d'offre globale excédentaire. Mishan et Needleman prennent pour hypothèse que  $Y =1$ ,  $t=2$ , de sorte qu'il résulte plusieurs années d'excédent de la demande. Chacune de ces hypothèses peut, d'une façon générale, être remise en question, en particulier dans le contexte canadien.

Un point important à considérer est celui de l'existence d'une masse de capital disponible (en dehors de celle qui résulte de l'émigration). Sauf lorsque les caractéristiques de la demande chez les immigrants sont nettement différentes de celles de la masse de capital en excédent, il est en général possible de satisfaire une partie de leurs besoins en débloquant le capital disponible. La marge de capitaux d'appoint nécessaire pour faire face à la demande supplémentaire que provoque l'immigration est très faible. C'est ainsi que les cas qu'ont étudiés Mishan et Needleman montrent qu'il faudrait un afflux de 186,000 familles par an pour utiliser jusqu'à 1 p. 100 du capital social.

Bien que le Canada, dans son ensemble, dispose d'une masse importante de capital disponible dans le secteur social, 50 p. 100 environ des immigrants arrivés au cours des dernières années se sont fixés à Toronto, Montréal et Vancouver (30 p. 100 seulement des Canadiens vivent dans ces trois régions), où la congestion, bien plus que l'excédent de la masse de capital, est la règle. Jones et Smith ont cependant soutenu, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, et cela

s'applique également au Canada, que «les ressources existantes du capital social autorisent une grande capacité d'absorption, souplesse dont les immigrants ont pleinement tiré parti, surtout en ce qui concerne le logement». Dans le cas du Canada, cela signifierait qu'une part importante des besoins des immigrants dans ce domaine, tout au moins pendant quelques années, se trouve satisfaite parce qu'on retarde le moment de raser les vieilles maisons. La proportion élevée d'immigrants jeunes et vigoureux laisse également supposer que la fréquence de fréquentations des hôpitaux est inférieure à celle de la population indigène. Une part importante des immobilisations que font les services de santé et de bien-être publics portent sur les services aux personnes âgées, aux infirmes et aux malades mentaux, dont la proportion est très faible chez les immigrants. La demande de services éducatifs est relativement moins importante chez ceux-ci à cause de la proportion moins élevée d'enfants d'âge scolaire. (Le pourcentage d'immigrants âgés de 5 à 19 ans est d'environ 20 p. 100 contre à peu près 31 p. 100 pour les Canadiens.) Il est clair que les investissements par tête dans le secteur social que provoque l'immigration sont très inférieurs aux investissements déjà existants, tout au moins pendant quelques années<sup>1</sup>.

Jones et Smith ont calculé que l'afflux d'immigrants du Nouveau Commonwealth en Grande-Bretagne, entre 1961 et 1966, a compté pour 2.5 p. 100 tout au plus dans la formation du capital brut au cours de cette période. Si l'on suppose que tous les besoins des immigrants en capital social sont satisfaits grâce au sursis dont bénéficient les immeubles qui doivent être démolis, ce pourcentage tombe à 1.5 p. 100. Étant donné que l'immigration en provenance du Nouveau Commonwealth a compté pour un tiers environ de l'augmentation de la population, entre 1961 et 1966, on peut considérer que son effet sur l'excédent de la demande a été faible, en comparaison de nombreux autres facteurs possibles. (Entre 1961 et 1971, l'immigration au Canada a représenté environ 22 p. 100 de la croissance de la population.)

On doit ajouter plusieurs autres commentaires. En premier lieu, Jones et Smith reconnaissent que, si les besoins des émigrants en capital peuvent être partiellement satisfaits pendant les premières années, en retardant les opérations de démolition, ils devront en fin de compte bénéficier de la même quantité de capital social et même industriel que la population autochtone. Des expériences faites en Suisse, à la fin des années 50 et 60, tendent à montrer qu'il est raisonnable de prévoir une période de 4 à 5 ans avant que les besoins soient satisfaits. Ainsi qu'on a pu le voir plus haut, la longueur de ce laps de temps réduit beaucoup l'excédent de la demande provoquée, tel qu'il avait été calculé.

Les progrès réalisés dans le domaine de la productivité, qui sont susceptibles de répondre à certains des besoins des immigrants, sont passés sous silence dans la plupart des «thèses sur l'inflation». Sans doute celles-ci insistent-elles sur l'élargissement de la distribution du capital, sur le maintien de son importance par tête et sur les revenus qui en découlent pour un nombre de plus en plus important de personnes; mais, en même temps, se poursuit un procédé d'approfondissement de ce capital, d'accroissement de la masse qu'il constitue pour une population donnée. Dans une certaine mesure, une situation d'échange s'établit donc entre la croissance du revenu par tête et la pression de l'inflation. L'excédent de la demande due aux

<sup>1</sup> Voir (3; pp.61-5) et (12; chapitres 6-7) où sont étudiées plus à fond ces assertions, où on les justifie dans le contexte de l'immigration en Grande-Bretagne et dans d'autres pays d'Europe.

immigrants peut être réduit si le taux de croissance du niveau de vie peut être ralenti. La proportion selon laquelle l'accumulation de capital par tête a été freinée au Canada à cause de l'immigration ferait l'objet d'autres recherches.

Plus importante est l'assimilation que font Mishan et Needleman entre besoins et demande. Aucune nécessité logique ne veut que les premiers se traduisent en demande effective. Les dépenses gouvernementales dans le secteur des entreprises de services publics et des services essentiels, par exemple, verront leur importance croître de manière automatique et plus ou moins prévisible sous l'effet de l'immigration. Cependant, les investissements industriels et, dans la majorité des cas, la construction des habitations se déclinent dans le secteur privé et ne s'effectuent que si le climat économique est jugé favorable. Dans la mesure où elle entraîne l'expansion du marché, l'immigration a des chances d'influer favorablement sur les espoirs des hommes d'affaires. Toutefois, bien d'autres facteurs influent sur la psychologie des affaires, et la mesure dans laquelle l'immigration constitue une force d'expansion de l'économie dépend largement du climat économique du moment<sup>2</sup>. Cela suppose naturellement une forme d'échange entre le chômage et l'inflation, car, dans la mesure où les possibilités de substitution entre main-d'œuvre et capital sont réduites et où la correction des prix et des salaires est lente à se faire du moins à court terme, le chômage augmentera. Une quantification des investissements suscités et de leur influence sur la pression des facteurs d'inflation au Canada requiert un modèle économétrique.

L'hypothèse de Mishan et Needleman, selon laquelle la capacité de substitution entre la main-d'œuvre et le capital est nulle, fausse également le résultat en faisant apparaître une tendance à l'inflation, car elle suppose que beaucoup de nouveaux capitaux industriels doivent être placés pour que les immigrants puissent trouver un emploi.

Mishan et Needleman ont négligé d'autres facteurs, tels que l'existence d'économies d'échelle dans la production et la possibilité pour les immigrants d'être plus portés à faire des économies, donc à fournir des fonds à investir, ce qui laisse supposer que leur analyse exagère les effets de l'immigration.

On pourrait penser que les économies d'échelle revêtent une importance particulière au Canada; mais il serait presque impossible d'en chiffrer les effets; il leur a été réservé très peu de place dans les études spécialisées. On peut en dire encore moins de l'influence des caractéristiques de consommation différentes des immigrants, car on ne sait presque rien sur elles. L'analyse de Mishan et Needleman laisse cependant entendre que cette influence est loin d'avoir la même importance que les autres facteurs, savoir le rôle des investissements dus à l'immigration. Bien que la plus grande partie de ce que nous venons de dire souffre aussi du manque de données quantitatives, l'impression selon laquelle la plupart des «études sur l'inflation» exagère outre mesure l'effet de l'immigration sur l'inflation a été nettement donnée.

---

<sup>2</sup> Comme l'importance de la masse de capital disponible dépend également du degré d'activité économique au même moment, on a là une autre raison de l'existence de cet état de chose.

## B. Études concluant à un effet de déflation

Dans ce groupe figurent une étude économétrique de Kmenta (15) sur l'expérience australienne; une analyse de l'Europe d'après-guerre due à Kindleberger (14), qui déclare qu'«à cause des niveaux élevés d'épargne et de versements à l'étranger effectués par l'immigrant moyen, celui-ci contribue plus à l'offre qu'à la demande et refrène ainsi l'inflation», et des simulations sur les modèles économétriques TRACE et CANDIDE menées à bien par Davies dans (4) et (5), où il soutient qu'au Canada l'immigration est un facteur de déflation<sup>3</sup>.

L'assertion de Kindleberger ne trouve que peu de faits pour l'appuyer dans (14) et ne se prête donc guère à une critique précise. L'étude de Kmenta a été soumise à une critique exhaustive dans (6) et (17); on a conclu que sa démarche n'était pas satisfaisante et ses résultats peu convaincants. Nous nous attacherons au travail de Davies pour le Canada.

Utilisant une version modifiée du modèle TRACE de l'Université de Toronto, décrit dans (4), afin de pratiquer une endogénése de la population et des sources de main-d'œuvre, Davies a simulé les effets de sept niveaux différents d'immigration pour la période allant de 1972 à 1980. Pour cette période, les taux moyens d'augmentation des prix à la consommation, pour chaque niveau simulé d'immigration, selon une émigration annuelle de 60,000 personnes, apparaissent dans le tableau 3.1.

TABLEAU 3.1  
IMMIGRATION ET AUGMENTATION DES PRIX

Immigration (Chiffre brut)	Taux moyen d'augmentation des prix à la consommation
0	2.09
80,000	1.87
120,000	1.79
140,000	1.75
160,000	1.70
200,000	1.64
300,000	1.49

Source: Davies, G.W., *Effets de l'immigration sur l'économie canadienne, de 1972 à 1980*, p. 30, Tableau 9.

On constate que l'immigration fait baisser le taux d'inflation des prix de .20 points pour chaque 100,000 personnes supplémentaires. Cela est en totale contradiction avec les résultats décrits plus haut, encore que la répercussion, comme facteur de déflation, n'ait pas une bien grande signification. Notre intention n'est

<sup>3</sup> Le modèle TRACE ne fait la distinction qu'entre trois types de main-d'œuvre: non qualifiée, qualifiée et professionnelle; le modèle CANDIDE ne contient pas de répartition par emplois des sources de main-d'œuvre, si bien qu'aucun n'est capable d'indiquer l'effet de l'immigration sur les structures de la main-d'œuvre. Ces deux modèles n'ont pas non plus réussi à capter les effets régionaux ou sectoriels de l'immigration. Les simulations de Davies ont donc essentiellement trait aux effets concernant *l'excédent de la demande globale*. Il en est de même des autres études citées dans les parties A et B, ou, du moins, des passages de ces études auxquelles nous nous référons.

pas de procéder à une analyse approfondie des simulations de Davies; mais nous estimons cependant que certains aspects de la structure du modèle TRACE dénaturent les résultats. Nous en parlerons brièvement.

Ainsi qu'il l'est indiqué dans (4; p. 6), «les dépenses de construction des logements ont un lien indirect avec la population totale. En réalité, la proportion de cette population âgée, par exemple, de vingt à quarante ans, constituerait une variable plus appropriée. Comme une plus forte concentration d'immigrants se trouve dans ces groupes d'âge que ce n'est le cas pour la population totale, on peut penser ici que leur effet a été sous-estimé».

En deuxième lieu, le modèle ne rend pas compte du fait que les immigrants peuvent avoir pris des emplois qui seraient autrement restés vacants. Il suppose au contraire que les immigrants n'engendrent aucune nouvelle source de revenus en dehors de ceux qui sont dus à l'augmentation des dépenses résultant du même flot de revenus original, mais avec une population plus élevée. Comme les immigrants créent souvent de nouveaux courants de revenus (et de dépenses), nous trouvons ici un nouvel exemple de sous-estimation.

Ajoutons, fait plus important, que les dépenses gouvernementales sont exogènes et n'ont pas de lien avec la population<sup>4</sup>. Bien qu'on prétende que les immigrants profitent souvent de la capacité d'absorption du capital social, le point de vue qui veut qu'il n'y a nul besoin de capital frais pendant un long laps de temps est tout aussi extrême et inacceptable que celui que soutiennent Mishan et Needleman. En outre, les dépenses actuelles du gouvernement en biens et services connaîtront sûrement une certaine augmentation, compte tenu de l'augmentation de la population. L'analyse et les exemples présentés ci-dessus montrent comme les résultats définitifs dépendent des hypothèses faites sur les investissements gouvernementaux, et permettent de penser que l'importance de ce facteur a été nettement sous-estimée.

En dernier lieu, les modèles que nous venons d'étudier prévoient des niveaux d'investissements industriels induits, sans donner à leurs prédictions le moindre fondement d'observations concrètes. Le modèle TRACE, en revanche, établit une équation pour les investissements qui repose sur la théorie néo-classique de l'investissement, et dont découle largement l'obtention de résultats indiquant une tendance à la déflation. En fait, le modèle prévoit que plus le nombre des immigrants est élevé, plus faible est le taux de croissance des investissements dans le secteur non agricole. Cela tient à ce que, si les immigrants viennent accroître la demande globale dans l'économie et suscitent ainsi des investissements, ils augmentent également la capacité d'ensemble (en fournissant une masse importante de main-d'œuvre très qualifiée), réduisant du même coup le besoin d'investir.

Les simulations faites d'après CANDIDE tendent à corroborer notre affirmation de l'importance du volume des dépenses gouvernementales que provoque l'immigration dans la détermination de son effet net sur les prix. Dans CANDIDE, les dépenses gouvernementales sont liées à la population, et les simulations faites avec ce modèle ont montré qu'une augmentation de 100,000 personnes sur le chiffre brut des immigrants ne diminuerait le taux de hausse des prix que de .06 p. 100. On pourra trouver dans (5) les résultats complets de la simulation, ainsi qu'une analyse du degré auquel CANDIDE réussit à saisir les effets de l'immigration.

<sup>4</sup> Cela vaut également pour le modèle de Kmenta.

## C. Conclusions

Bien que cette analyse ne soit pas parvenue à mesurer avec précision l'effet de l'immigration sur l'excédent de la demande globale, donc sur la stabilité des prix, nous avons fait un certain nombre de découvertes. Nous avons vu qu'en règle générale, les «thèses sur l'inflation» surestimaient largement cet effet. Seuls semblent plausibles les résultats très modérés qu'ont obtenus Jones et Smith. Il est certain qu'avec l'existence d'une masse de capital industriel disponible et le climat économique incertain du Canada, nous ne pouvons nous attendre que l'immigration suscite un important volume d'investissements. D'autre part, les résultats qu'a obtenus Davies sont probablement en deçà de la réalité. Nous pensons que les effets véritables, en ce qui concerne le Canada, se situent quelque part entre ceux que prévoient ces deux études. En d'autres termes, nous estimons que le chiffre brut des immigrants n'influera que de façon superficielle sur le taux de la hausse des prix, jusqu'à concurrence de 240,000 personnes, par exemple; mais il ne nous est pas possible de dire dans quelle direction cet effet a des chances de s'exercer.

Il nous faut cependant nuancer ces remarques, car, jusqu'à présent, notre analyse s'est contentée d'être un rassemblement de données. Nous nous efforcerons de corriger cela dans les deux chapitres suivants en recherchant dans quelle mesure les immigrants ont contribué à la stabilité des prix au Canada, en aidant à résoudre les problèmes localisés de manque de main-d'œuvre et en réduisant les déséquilibres grevant l'organisation du marché du travail.

## IMMIGRATION ET PÉNURIE DE MAIN-D'OEUVRE AU CANADA

### A. Pénurie de main-d'œuvre et hausse des salaires

On prétend souvent, lorsqu'on parle de l'immigration au Canada ou ailleurs, que, grâce à des compétences professionnelles qui font défaut dans le pays d'accueil, les immigrants contribuent à soutenir la stabilité des prix. (Kindleberger (14), par exemple, et Fellner (7) ont affirmé que les mouvements migratoires qui se sont produits dans les pays du Nord de l'Europe, dans les années 50 et 60, ont atténué la pénurie de main-d'œuvre et ont ainsi permis une expansion rapide dans de bonnes conditions de stabilité.) Ce raisonnement repose sur l'idée que la pénurie de personnel dans les emplois critiques provoque, dans ceux-ci, une hausse des salaires, qui, à son tour, selon l'hypothèse de l'échelonnement des salaires, engendre une hausse générale de leur niveau. En aidant à réduire la pénurie dans certains secteurs, les immigrants font donc baisser la pression qui s'exerce sur les prix.

Un examen dans (12) de l'influence de l'immigration du Nouveau Commonwealth en Grande-Bretagne, entre 1961 et 1966, sur les salaires, semble indiquer que, dans la plupart des cas, les emplois où le nombre des travailleurs du Nouveau Commonwealth était très supérieur à la norme tendaient à bénéficier d'augmentations de salaire qui dépassaient la moyenne. Bien que les auteurs reconnaissent que ces travailleurs prenaient des emplois dans les secteurs où la pénurie de main-d'œuvre était la plus marquée, il est possible qu'ils aient empêché les salaires de monter davantage. Ils déclarent qu'il serait presque impossible de calculer l'importance de cette influence modératrice et de ses ramifications à travers l'ensemble du marché du travail sur le niveau général des salaires. Cette difficulté sert également bien notre analyse.

Une récente étude du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (18) a porté sur les données existantes relatives aux salaires et aux emplois pour lesquels il existe un manque de main-d'œuvre au Canada. On s'attendait que, dans les cas où la main-d'œuvre faisait défaut, les salaires auraient monté par rapport à ceux où la main-d'œuvre était suffisante. Dans la mesure où les immigrants ont pris un certain nombre d'emploi dans les secteurs «déficitaires» et où ils ont empêché la situation de s'étendre à d'autres emplois, on pourrait soutenir que l'immigration a fait baisser la pression de la tendance à l'inflation de manière tangible. On s'est aperçu qu'il n'existe pas normalement de liens entre les salaires payés dans les emplois «déficitaires» et ceux qui le sont dans les emplois «non déficitaires».

La raison principale en est la suivante: la pénurie de main-d'œuvre ne se corrige pas nécessairement par le changement dans les montants relatifs des salaires. C'est plutôt l'employeur qui peut accroître ses efforts pour donner une plus large publicité à ses offres d'emploi et aux possibilités de recrutement, améliorer ou accélérer l'avancement des autres travailleurs, redéfinir l'emploi vacant de façon que d'autres secteurs professionnels puissent faire le travail nécessaire ou différer la production. Tel est le point de vue de Reder (23), qu'il présente dans son exposé de la théorie des structures des rémunérations de l'emploi. Une étude du ministère du Travail des

États-Unis, sur un échantillon d'emplois spécialisés incomplètement remplis, montre que ces formes d'adaptation sont largement répandues et que les changements des salaires ne donnent bien souvent qu'une idée très floue d'une situation déficitaire. Au Canada, cela se trouve confirmé par un rapport du Conseil des services techniques (26) qui traite de la manière dont les employeurs canadiens recrutent leur personnel.

Une raison supplémentaire de ne pas s'attendre que les changements de salaire indiquent exactement les situations où la main-d'œuvre est insuffisante, tient à l'existence d'imperfections sur le marché canadien du travail. Un syndicat puissant peut obtenir pour ses membres des augmentations supérieures à celles qu'obtient un groupe moins bien organisé, peu importe la situation du marché de l'offre et de la demande. On pourrait aussi soutenir que les augmentations accordées dans un secteur déficitaire feront probablement tache d'huile et s'étendront aux autres marchés du travail, supprimant ainsi tout glissement relatif des salaires.

Évidemment, ces conjectures sur le rôle des syndicats et du «débordement» des salaires dans l'établissement du régime des professions ou des salaires dans une région, doivent être vérifiées d'une manière empirique. (Les études sur le Royaume-Uni, dues à Hines (9), (10), ont fait apparaître un lien significatif entre le rythme auquel les salaires augmentent et le taux de croissance du nombre des membres des syndicats.) On trouvera les arguments en faveur de l'hypothèse de l'échelonnement des salaires dans (1) et (27). Cependant, compte tenu des faits exposés ci-dessus, relativement à l'utilisation limitée des modifications de salaire comme mécanisme de rectification, et des résultats de l'étude de McDougald (18), il est évident qu'il faudrait procéder à une analyse très perfectionnée pour mettre en lumière la relation qui existe entre les pénuries de main-d'œuvre et les salaires. Une analyse de ce genre est soumise à un examen critique au chapitre 5 ci-dessous; mais, pour l'instant, notre démarche consiste à déclarer ceci: quelle que soit la manière dont les entreprises s'adaptent au manque de main-d'œuvre, des pressions s'exerceront sur les prix. Si l'on diffère la production, une demande excessive provoquera une montée des prix. D'autre part, si les emplois vacants sont comblés par n'importe laquelle des autres techniques citées, les prix monteront, directement, si les salaires sont augmentés, indirectement d'autre part, par exemple, à cause de l'utilisation de méthodes de production moins efficaces. Cela entraînera donc une pression sur le prix des produits en cause qui peut s'étendre à d'autres secteurs de l'économie. Les immigrants réduisent donc la pression de l'inflation en occupant les emplois vacants, bien que l'importance de cette contribution à la stabilité des prix demeure du domaine de la conjecture. Nous allons maintenant examiner le rôle que l'immigration a joué pour résoudre la pénurie de main-d'œuvre professionnelle et régionale au Canada.

## B. L'expérience canadienne

Au cours de la période immédiatement postérieure à la guerre, le caractère particulier de la croissance économique du Canada et la complexité technique toujours plus grande des procédés de production et des produits ont provoqué une augmentation exceptionnellement rapide des besoins en travailleurs spécialisés et en spécialistes des secteurs de très haute technicité, par exemple, des ingénieurs et des

dessinateurs. Il a été possible de satisfaire une bonne partie de ces besoins grâce à l'immigration.

Pendant la décennie de 1946-1956, le nombre des travailleurs spécialisés au Canada a augmenté d'environ 280,000 personnes. À cause des départs, décès ou retraite, par exemple, l'apport total de nouveaux travailleurs spécialisés a été beaucoup plus élevé. La contribution du nombre net d'immigrants au chiffre brut des travailleurs disponibles, qui était très supérieur à 280,000, a été de 110,000 environ, ce qui représentait plus du double de l'apport des programmes de formation des apprentis au cours de cette période. C'est en grande partie grâce à cet apport que la période de 1955-1956 a connu un très gros développement du volume des emplois et n'a subi, à l'échelle nationale, que de rares cas de pénurie d'artisans spécialisés<sup>1</sup>.

Au cours de cette période, le volume net de l'immigration a constitué un facteur relativement moins important de l'expansion des emplois dans les professions libérales. On a compté environ 95,000 emplois nouveaux, alors que le chiffre net des immigrants atteignait 16,000 et que 134,000 étudiants environ obtenaient leurs diplômes. En fait, une pénurie généralisée a frappé bon nombre de secteurs professionnels; bien que l'immigration ait allégé la situation dans certains domaines, elle a été loin de permettre de résoudre la totalité du problème. (C'est ainsi que, dans les carrières d'ingénieurs, où la pénurie se faisait sentir de la manière la plus aiguë, l'afflux des ingénieurs immigrants s'est amenuisé un peu plus chaque année, entre 1953 et 1955, comme d'ailleurs celui que représentaient les diplômés des universités. Cela a entraîné une pénurie exceptionnellement grave d'ingénieurs, en 1955 et 1956.)

Entre 1957 et 1966, la situation a été assez semblable. Les cas de pénurie généralisée d'artisans spécialisés furent rares, même si le nombre des emplois a augmenté d'environ 80 p. 100 pendant cette période. Une des raisons pour lesquelles il n'y eut aucune pénurie grave, tient à ce que le volume des immigrants comprenait 160,000 artisans et environ 56,000 membres de professions libérales et techniciens. Une pénurie prolongée de membres des carrières professionnelles et semi-professionnelles s'est pourtant poursuivie, même pendant les années où le chômage a été très élevé, à la fin des années 50 et au début des années 60.

Nous suivons la situation de plus près depuis 1967. Le tableau 4.1 indique en gros la nature des pénuries de main-d'œuvre qui se sont produites au cours de cette récente période. Il convient cependant d'avertir le lecteur sur deux points, lorsqu'il interprète les chiffres: tout d'abord, il y a le risque d'attacher quelque importance aux chiffres absolus des tables, qui sont fondés sur les chiffres obtenus des CMC quant au nombre d'emplois vacants qu'ils avaient enregistrés et qui n'avaient pas été remplis pendant au moins 30 jours; ces données sous-estiment donc beaucoup le nombre des vacances dans l'ensemble du marché du travail; en second lieu, il y a l'importance relative du nombre des emplois vacants dans certains secteurs, qui n'indiquent pas avec exactitude les degrés relatifs vérifiables de cette pénurie. Cela tient, bien entendu, à ce que le degré de pénétration des CMC dans le marché du travail ne s'effectue pas uniformément dans tous les groupes d'emplois. Les chiffres donnés dans l'enquête sur les emplois vacants dans certaines professions ont tendance à minimiser l'importance du chiffre des vacances dans les groupes des

<sup>1</sup> Une étude détaillée de l'immigration et des cas de pénurie de main-d'œuvre se trouve dans une Étude du ministère du Travail (24).

professions libérales et techniques par rapport à la plupart des autres groupes. (Un cas extrême est celui des programmateurs sur ordinateurs, dont on sait qu'ils étaient très recherchés pendant cette période, mais pour lesquels les chiffres du tableau 4.1 n'indiquent pas de pénurie importante.) Néanmoins, les chiffres traduisent avec exactitude un sérieux manque de tailleurs et de fourreurs, de machinistes et de mécaniciens, ainsi que d'infirmières, de quelques vendeurs et employés de bureau et de domestiques.

TABLEAU 4.1  
PÉNURIES DANS CERTAINES PROFESSIONS – CANADA 1967–1972\*

Groupes professionnels	1967** (Moy-3 mois)	1968	1969	1970	1971	1972 (Moy-8 mois)
Toutes les professions	16,273	9,922	9,227	5,386	5,448	7,468
Directeurs	265	202	211	133	109	124
Professionnels et techniciens	2,069	1,900	1,646	1,043	817	854
Ingénieurs	242	169	245	172	89	67
Techniciens médicaux et dentaires	133	105	94	65	38	61
Puéricultrices diplômées	770	786	532	310	252	266
Dessinateurs	112	68	128	56	38	61
Programmeurs en informatique	2	4	4	2	—	—
Comptables et experts-comptables	86	56	58	34	23	26
Enseignants	90	150	78	31	41	59
Employés de bureau	719	575	604	321	275	514
Sténographes et dactylographes	253	258	377	232	184	329
Représentants et vendeurs	904	497	506	326	286	239
Courtiers	581	500	474	442	377	356
Domestiques et serviteurs	2,617	1,649	1,145	587	539	607
Serveurs et concierges	660	376	294	107	124	165
Exploitants et ouvriers agricoles	237	106	66	63	82	129
Bûcherons	1,335	183	215	44	195	469
Mineurs	812	329	245	206	131	131
Métiers du bâtiment	1,017	630	559	239	296	417
Plombiers	139	114	75	63	33	51
Électriciens	251	144	132	83	73	112
Travailleurs de manufacture et mécaniciens	3,631	2,397	2,821	1,570	1,876	2,892
Tailleurs et fourreurs	827	822	875	418	733	1,018
Travailleurs du bois	123	105	131	39	67	95
Machinistes	795	312	666	354	194	374
Mécaniciens, réparateurs	693	599	573	343	578	825
Métiers de l'électricité et de l'électronique	173	110	100	85	51	85

Source: Enquête sur les professions en pénurie — Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration

\* Figurent dans ce tableau tous les groupes professionnels dans lesquels une moyenne annuelle de 100 emplois vacants a été relevée à un moment de la période considérée.

\*\* L'exactitude des chiffres donnés pour les premiers mois de cette étude est sujette à caution.

Aucun des inconvénients de l'enquête sur les emplois vacants dans certaines professions ne se retrouvent dans l'enquête sur les postes vacants, mais les données de cette dernière enquête ne sont disponibles que depuis quelques dernières années; elles ne permettent donc pas de dresser un tableau complet de la situation au cours de la période. Afin d'avoir une idée du niveau absolu atteint par les postes vacants et une idée plus précise de leur degré relatif dans les divers groupes de métiers, nous faisons figurer un certain nombre de chiffres de l'enquête sur les postes vacants dans le tableau 4.2. Ils représentent les emplois à plein temps vacants qui ne sont pas occupés depuis un mois ou plus. Ce nombre a presque doublé au cours des deux dernières années, et les augmentations les plus frappantes se sont produites dans les groupes de gestion, des ingénieurs et des mathématiciens, des employés de bureau, des employés des services publics, des ouvriers dans les manufactures et des monteurs et des réparateurs.

TABLEAU 4.2  
VACANCES DE LONGUE DURÉE PAR PROFESSIONS, CANADA 1971-73

Professions*	1971 (Moy. ann.)	1972 (Moy. ann.)	1973 (Moy. 1er et 2e trim.)
Toutes professions	11,400	18,800	23,050
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	475	775	1,350
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	750	825	1,750
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	1,125	1,275	1,700
Personnel administratif et travailleurs assimilés	950	1,525	2,400
Travailleurs spécialisés dans la vente	2,300	2,225	1,850
Travailleurs spécialisés dans les services**	1,150	2,175	2,300
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	1,550	4,200	3,800
Travailleurs du bâtiment	775	1,050	1,250
Autres professions	2,275	4,850	6,650

Source: *Enquête sur les postes vacants*, Statistique Canada, 71-002.

\* Les catégories d'emplois sont établies d'après la Classification Canadienne Descriptive des Professions.

\*\* Ne comprend pas les gens de maison.

Le nombre des immigrants et émigrants occupant des emplois qui, à un moment ou à un autre, depuis 1967, ont connu un manque de main-d'œuvre, apparaît au tableau 4.3. Il y a eu un important influx net d'immigrants dans plusieurs secteurs «déficitaires». Au cours de la période de 1967-1971, par exemple, le chiffre net de l'immigration a été d'environ 15,000 tailleurs et fourreurs, de 25,000 machinistes, de 15,000 mécaniciens, de 14,000 domestiques et de 8,000 infirmières.

Cependant, s'il était déjà difficile d'établir, pour les périodes antérieures, jusqu'à quel point les immigrants avaient réellement rempli les emplois vacants, il est bien

TABLEAU 4.3  
IMMIGRATION ET ÉMIGRATION PAR RAPPORT À CERTAINES PROFESSIONS EN PÉNURIE, CANADA 1967-72

Professions	1967			1968			1969		
	Immigration	Émigration	Net	Immigration	Émigration	Net	Immigration	Émigration	Net
TOUTES LES PROFESSIONS	101,083	13,205	87,878	86,640	16,809	69,851	76,085	11,632	64,453
Directeurs	3,023	950	2,073	2,385	1,166	1,219	2,566	701	1,865
Professionnels et techniciens	37,853	5,965	24,888	29,250	7,117	22,133	26,883	4,821	22,062
Ingénieurs	3,704	1,196	2,508	2,814	1,402	1,412	2,739	848	1,891
Dessinateurs	2,830	211	2,619	2,049	420	1,629	944	233	711
Programmeurs en informatique	286	—	286	8	—	8	29	—	29
Comptables et experts-comptables	833	177	656	587	283	304	504	221	283
Infirmières diplômées	4,262	1,180	3,082	3,375	1,478	1,897	3,248	1,006	2,242
Emplois de bureau	16,609	1,578	15,031	12,651	2,462	10,189	12,222	1,746	10,476
Sténographes et dactylographes	8,254	708	7,546	6,236	1,335	4,901	5,531	977	4,554
Représentants et vendeurs	3,030	404	2,626	2,631	476	2,155	2,744	334	2,410
Courriers	328	69	259	564	88	476	543	49	494
Domestiques et serviteurs	2,842	271	2,571	3,408	395	3,013	3,807	226	3,581
Serveurs et concierges	1,830	137	1,693	1,083	206	877	1,090	155	935
Exploitants et ouvriers agricoles	3,203	81	3,182	3,164	98	3,066	2,283	68	2,215
Bûcherons	224	217	7	82	254	-172	115	124	-9
Mineurs	380	20	360	496	50	446	389	23	366
Métiers du bâtiment	10,643	618	10,025	7,737	868	6,869	5,964	858	5,076
Électriciens	2,244	171	2,073	1,793	245	1,548	1,190	237	953

TABLEAU 4.3 (Suite)

Professions	1967			1968			1969		
	Immigration	Émigration	Net	Immigration	Émigration	Net	Immigration	Émigration	Net
Travailleurs de manufacture et mécaniciens	28,118	2,895	25,223	23,189	3,629	19,560	17,479	2,497	14,982
Tailleurs et fourreurs	4,674	107	4,567	3,910	92	3,518	3,907	85	3,822
Travailleurs du bois et scieurs de bois d'œuvre	1,298	10	1,288	1,824	4	1,820	1,060	5	1,055
Machinistes	8,954	320	8,684	6,667	475	6,192	4,364	249	4,115
Mécaniciens et réparateurs	4,754	442	4,312	4,906	593	4,313	4,309	486	3,823
Ingénieurs électriens et électroniciens	2,200	—	2,200	1,355	—	1,355	816	—	816

Source: *Statistiques d'immigration Canada*, et tabulations spéciales préparées par le Service de l'immigration et de la naturalisation des États-Unis pour le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

TABLE 4.3 (Suite)

Professions	1970			1971			1972		
	Immigration	Émigration	Net	Immigration	Émigration	Net	Immigration*	Émigration	Net
<b>TOUTES LES PROFESSIONS</b>									
Directeurs	69,237	10,981	58,256	54,288	9,205	45,080		7,458	
Professionnels et techniciens	3,095	663	2,432	3,464	700	2,764		681	2,143
Ingénieurs	22,412	4,573	17,839	16,307	4,530	11,777		3,746	11,516
Dessinateurs	2,186	857	1,329	1,687	622	1,065		394	
Programmeurs en informatique	1,029	135	894	730	79	651		45	
Comptables et experts-comptables	25	—	25	23	—	23		—	
Infirmières diplômées	422	201	221	382	206	176		142	
Employés de bureau	2,274	816	1,458	989	1,021	—32		773	
Sténographes et dactylographes	12,143	1,447	10,696	9,909	1,049	8,860		869	7,680
Représentants et vendeurs	5,530	685	4,845	4,073	507	3,566		424	
Courtiers	2,599	255	2,344	2,107	248	1,859		186	
Domestiques et serviteurs	431	49	382	379	40	389		39	
Serveurs et concierges	2,985	154	2,831	2,663	150	2,513		160	
Exploitants et ouvriers agricoles	1,082	160	922	831	118	718		156	
Bûcherons	2,129	69	3,060	2,160	70	2,090		47	2,080
Mineurs	83	155	—72	65	73	—8		88	—11
Métiers du bâtiment	272	10	262	237	14	223		14	136
Électriciens	6,001	733	5,268	4,005	507	3,498		8	
	1,167	230	937	767	121	146		380	
								78	

TABLE 4.3 (Suite)

Professions	1970			1971			1972		
	Immigration	Émigration	Net	Immigration	Émigration	Net	Immigration*	Émigration	Net
Travailleurs de manufacture et mécaniciens	16,005	2,713	13,292	12,161	1,714	10,447	1,208		
Tailleurs et fourreurs	3,240	104	3,142	3,072	58	3,014	38		
Travailleurs du bois et scieurs de bois									
d'œuvre	895	4	891	498	2	496	4		
Machinistes	4,207	239	3,988	2,711	130	2,581	40		
Mécaniciens et réparateurs	4,149	556	3,593	3,033	341	2,692	266		
Ingénieurs électriques et électroniciens	689	—	689	591	—	591	—		

Sources: *Statistiques d'Immigration Canada* et tabulations spéciales préparées par le Service de l'immigration et de la naturalisation des États-Unis pour le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

\* Seule une liste partielle et préliminaire des estimations est disponible.

plus difficile de le faire pour la période actuelle. En effet, au cours des dernières années, on n'a pas observé de situations déficitaires généralisées dans une gamme assez large de catégories d'emplois. Celles qui existaient et persistent encore sont très particulières en ce qui concerne la formation, l'expérience antérieure et le lieu d'emploi. Par exemple, le manque de membres de professions libérales et techniques, qui existait auparavant dans une large mesure, est disparu grâce au nombre élevé de diplômés des universités et des collèges d'enseignement général et professionnel qui ont inondé le marché du travail ces dernières années. Cela est attesté par la masse de jeunes titulaires d'un diplôme supérieur qui se trouvent sans emploi ou souffrent du sous-emploi. En outre, bien que la pénurie des gens de profession soit surtout sensible dans les secteurs techniques, le manque généralisé d'ingénieurs qui a régné pendant la plus grande partie des périodes antérieures de l'après-guerre a complètement disparu. On observe encore un nombre insuffisant d'ingénieurs appartenant à certaines catégories d'âge, de rémunération et d'expérience dans certaines régions géographiques. Les rapports du Conseil des services techniques montrent que les employeurs, non seulement d'ingénieurs, mais aussi d'hommes de science, de techniciens et autres diplômés des universités, ont fait un choix très serré ces derniers temps. Ils sont partisans de la promotion interne aux postes les plus élevés et créent ainsi un plus grand nombre d'emplois pour les jeunes qui y reçoivent des salaires de début. Ils exigent une expérience bien précise: par exemple, un ingénieur civil spécialisé dans la mécanique des sols appliquée aux pistes d'aviation. Les préférences des employeurs sont si marquées qu'un ingénieur-mécanicien, par exemple, peut se voir offrir une situation dans plusieurs entreprises, alors qu'un autre peut se trouver sans travail depuis un certain temps. Enfin, un grand nombre de gens de métier autochtones ont eu tendance à ne rechercher un emploi que dans les grands centres comme Toronto, Montréal et Vancouver, et refusent tout emploi ailleurs. C'est donc dans les petits centres et dans les lieux éloignés que s'est créé un grand nombre d'emplois vacants, alors que la concurrence pour obtenir les mêmes postes est très vive dans les grands centres.

C'est peut-être dans les catégories professionnelles et techniques que ce phénomène de pénuries très particulières est le plus prononcé; mais il existe également au niveau des ouvriers spécialisés aussi bien que non spécialisés. (Pour ces derniers, par exemple, les emplois vacants faiblement rémunérés abondent dans les régions éloignées.) Les problèmes que suscite ce phénomène pour notre analyse se trouvent multipliés par la nature des renseignements que nous pouvons obtenir sur les immigrants et la mesure selon laquelle nous pouvons en obtenir<sup>2</sup>. Sans doute connaissons-nous le métier auquel ils visent, mais nous ignorons si leurs qualifications sont reconnues au Canada. Bien qu'il soit possible d'obtenir des renseignements sur leur expérience passée, lorsqu'elle a été acquise à l'étranger, les employeurs canadiens n'en tiennent souvent aucun compte. Enfin, bien qu'on connaisse leur province de destination, celle-ci ne constitue pas l'unité géographique la plus pertinente pour notre analyse.

L'Étude longitudinale du ministère sur les immigrants fournit un certain nombre de précisions, pour 1969, 1970 et 1971, sur le nombre de ceux qui trouvent un travail conforme à leur vocation et sur leur répartition entre les grandes zones urbaines et les autres. Cependant, compte tenu du champ que nous nous sommes fixé pour cette étude, nous nous efforçons d'apporter quelques améliorations à la

<sup>2</sup> En fait, notre analyse se trouve limitée par le manque de données sur les vacances et par le grand nombre d'erreurs d'échantillonnage qui y sont reliées, tel que mentionné ailleurs sur cette page.

démarche assez élémentaire qu'illustre le tableau 4.3 en considérant les données qui se trouvent aussi dans l'Étude longitudinale, sur la durée pendant laquelle les immigrants demeurent sans travail (voir le tableau 4.4). On peut s'attendre raisonnablement que ceux qui ont connu plus de quatre semaines de chômage, au cours de leurs six premiers mois au Canada, n'ont pas contribué à réduire le manque de main-d'œuvre existant.

TABLEAU 4.4  
DURÉE DU CHÔMAGE DES IMMIGRANTS AU CANADA, EN 1969

Profession	Nombre total de semaines sans emploi dans les six mois qui suivent l'arrivée (pourcentages)			
	0-3	4-26	Pas de réponse	Total
Administrateurs	43.8	33.3	22.9	100
Techniciens	45.6	32.0	22.4	100
Autres membres des professions libérales	39.6	28.6	31.8	100
Employés de bureau	30.7	40.1	29.2	100
Vendeurs	40.5	38.0	21.5	100
Services et loisirs	34.6	29.5	35.9	100
Agriculture	32.5	35.0	32.5	100
Hommes de métier	31.1	37.2	31.7	100
Manoeuvres	34.6	37.6	27.8	100
Sans mention	18.7	42.2	39.1	100
Autres	27.8	33.7	38.5	100
<b>TOTAL</b>	<b>34.7</b>	<b>34.2</b>	<b>31.1</b>	<b>100</b>

Source: *Trois ans de vie au Canada. Premier rapport de l'étude longitudinale sur l'adaptation économique et sociale des immigrants* Ministère de la Main-d'œuvre et Immigration, Ottawa.

Cela peut être attribuable à leur formation ou à leur expérience insuffisantes ou inappropriées, à ce qu'ils ne s'étaient pas établis dans les régions où il y avait des emplois vacants, ou peut-être parce que les postes vacants étaient tellement inférieurs à ce à quoi ils s'attendaient qu'ils les trouvaient inacceptables. Quoi qu'il en soit, 30 p. 100 au moins des immigrants de toutes les catégories de métiers ont connu une longue période de chômage. Une analyse plus détaillée des emplois aurait sans aucun doute été plus utile; mais ces chiffres nous donnent une idée plus fidèle de la proportion d'immigrants en 1969, selon le tableau 4.3, qui auraient sans doute pu remplir les emplois vacants.

Les données relatives aux cas de pénurie de main-d'œuvre et aux émigrants devraient être détaillées à un tel point, pour rendre compte de la situation actuelle, que les calculs de l'enquête sur les postes vacants et ceux de l'Étude longitudinale auraient une valeur statistique discutable. Bien que cela mérite d'être étudié plus à fond, il semblerait qu'une amélioration sensible de notre analyse exigerait peut-être une étude portant sur les employeurs afin de déterminer dans quelle mesure ils engagent des immigrants pour pourvoir les emplois vacants. (Cette question a été

posée dans l'Enquête sur les conditions de travail que le ministère du Travail a faite en 1956.)

Nous avons déjà mentionné l'aspect géographique du manque de main-d'œuvre et nous avons dit ce que notre démarche pouvait avoir de limité. Dans le tableau 4.5, nous considérons les répartitions régionales des postes vacants pendant un long temps et des immigrants, en 1971 et 1972. La répartition des immigrants n'est manifestement pas dictée par la seule répartition de la pénurie de main-d'œuvre. Nous n'en voulons pour exemple que le nombre élevé des postes vacants pendant longtemps dans la région atlantique et la faible proportion d'immigrants qui s'y établissent<sup>3</sup>. De même, l'augmentation (diminution) du nombre des postes laissés vacants dans une province donnée n'attire pas nécessairement une proportion plus élevée (moindre) d'immigrants dans cette province.

TABLEAU 4.5  
RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES POSTES VACANTS PENDANT LONGTEMPS ET DES  
DESTINATIONS PROJETÉES DES IMMIGRANTS, SELON LES RÉGIONS,  
CANADA 1971-72

	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	C.-B.
Vacances					
1971	15	25	41	11	8
1972	11	29	37	14	9
Immigration					
1971	3	16	53	13	16
1972	3	15	52	12	17

Source: *Rapport trimestriel sur les postes vacants*, Statistique Canada, 71-002, *Statistiques de l'immigration*, Ministère de la main-d'œuvre et de l'immigration.

Dans le tableau 4.6, nous examinons les répartitions par zone urbaine. Bien que l'insuffisance des données nous ait empêché d'utiliser des périodes d'analyse plus compatibles pour les postes vacants et l'immigration, la stabilité relative des deux répartitions dans le temps permet d'aboutir à quelques conclusions approximatives. Ce qui est le plus frappant, c'est que les chiffres montrent que, même si les deux tiers des cas de manque de main-d'œuvre se rencontrent dans les régions extérieures aux trois grandes zones métropolitaines, moins de la moitié des immigrants ont l'intention de s'installer dans ces régions et la proportion de ceux qui vont à Toronto

<sup>3</sup> Cela peut s'expliquer en partie par les genres d'emplois qu'on trouve représentés dans les cas de manque de main-d'œuvre et dans la main-d'œuvre que fournissent les immigrants. Compte tenu des résultats de plus en plus maigres qu'on obtiendrait en poursuivant une telle analyse et de la portée restreinte des études, nous avons décidé de laisser de côté les répartitions professionnelles et géographiques simultanées des immigrants et des cas de pénurie de main-d'œuvre. Cela serait cependant nécessaire dans le cas d'une analyse plus poussée.

est exceptionnellement élevée. Cela montre encore une fois le peu d'attrait que les emplois restés longtemps vacants exercent sur les immigrants.

TABLEAU 4.6  
RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES POSTES VACANTS PENDANT LONGTEMPS  
ET DES DESTINATIONS PROJETÉES DES IMMIGRANTS, SELON LES ZONES  
MÉTROPOLITAINES, CANADA, 1969-72

	Montréal	Toronto	Vancouver	Autre
Vacances				
1971	15	14	4	67
1972	16	16	5	63
Immigration				
1969	14	31	8	47
1970	11	34	8	47
1971	14	32	8	46

Source: *Enquête sur les emplois vacants* et Étude longitudinale sur les immigrants.

Cependant, il demeure impossible de tirer de ces chiffres des conclusions quant à la répercussion qu'ont les immigrants sur la répartition régionale du manque de main-d'œuvre. Bien que leur afflux à Toronto, par exemple, y augmente la main-d'œuvre disponible, la demande de production, et donc de main-d'œuvre, se trouve également accrue si bien que les effets nets n'apparaissent pas clairement. Dans la mesure où une économie locale est relativement fermée, la répercussion est faible, comme le montrent les arguments présentés au chapitre 3. Toutefois, l'économie canadienne régionale, et surtout urbaine, est très ouverte et une grosse partie de la demande supplémentaire due aux immigrants à Toronto est axée sur les articles produits dans d'autres régions. Ainsi, selon le genre de commerce à l'intérieur du Canada, l'immigration réduira le manque de main-d'œuvre dans certaines parties du pays, alors qu'elle l'aggravera dans d'autres.

La critique selon laquelle les effets de la demande ne sont pas considérés vaut tout autant pour notre analyse des secteurs d'emplois insuffisamment pourvus. Les chiffres relatifs au nombre des immigrants arrivant au Canada pour travailler dans divers secteurs insuffisamment pourvus ne rendent pas exactement compte de la mesure dans laquelle le nombre de ces postes vacants a baissé (possiblement) grâce à l'immigration, étant donné que la nouvelle augmentation de la population fait que ces postes sont l'objet d'une demande plus forte. Même si nous pouvons modifier l'analyse ci-dessus pour tenir compte de ce point de vue, nous préférions incorporer les effets de la demande plus loin, lorsque nous adoptons une démarche différente pour résoudre le problème. Notre façon d'aborder le problème a pour avantage très net de permettre de quantifier la répercussion que les effets induits de l'immigration sur les déséquilibres du marché ont sur la stabilité générale des prix.

## IMMIGRATION, CHÔMAGE ET INFLATION AU CANADA

### A. La courbe de Phillips

Une méthode récente d'évaluation des effets du manque de compétences et de l'organisation du marché du travail sur l'inflation, méthode qu'on pourrait donc utiliser pour en apprendre davantage sur l'immigration en tant qu'agent susceptible de provoquer une déflation, repose sur le concept de la courbe de Phillips. Dans (15), Lipsey décrit les conséquences possibles de la forme curviligne de l'équilibre existant entre inflation et chômage; lorsqu'un taux moyen donné de chômage est lié à des hausses de salaire importantes, la variabilité des taux de chômage entre secteurs s'en trouve accrue. Les conséquences que cela revêt pour notre analyse sont évidentes. Dans la mesure où les immigrants se trouvent concentrés dans les secteurs du marché du travail où les taux de chômage sont les plus faibles, ils contribuent à en réduire la dispersion à travers le marché du travail, et ainsi ils améliorent l'équilibre entre inflation et chômage.

Comme l'explique Thirwall dans (28), l'argumentation de Lipsey est proche des théories «structuralistes» de l'inflation qui reposent sur la constance du niveau des salaires et sur les écarts entre ceux-ci. La courbe de Phillips, cependant, offre un moyen commode de vérifier dans quelle mesure les déséquilibres du marché du travail influent sur l'aspect général de l'équilibre entre inflation et chômage. Par exemple, on peut introduire une mesure de la dispersion des taux de chômage dans les caractéristiques courantes de la courbe de Phillips, pour voir si elle peut servir à expliquer dans l'ensemble les changements de salaire. Enfin, lorsqu'on sait comment les immigrants se répartissent entre les divers secteurs du marché du travail, et quelle est ensuite leur influence sur la dispersion globale des taux de chômage, on peut calculer l'effet que leur présence dans la masse de la main-d'œuvre peut avoir sur l'inflation, à un certain niveau fixe de chômage, par exemple.

Les analyses empiriques faites à partir de ces données ont donné des résultats différents. Une étude de Thirwall pour le Royaume-Uni (28) conclut que le déséquilibre de la situation de la main-d'œuvre sur les marchés de l'industrie a beaucoup contribué au déplacement de la macro-courbe de Phillips, alors que l'inégale répartition régionale de la demande de main-d'œuvre n'a pas eu d'influence indépendante bien marquée sur le rythme d'inflation des salaires pendant la période d'après-guerre. Dans le contexte canadien, les recherches de la Commission des prix et des revenus (27) n'ont pas non plus permis de découvrir un lien significatif entre les déséquilibres observés entre le marché du travail régional et le taux national de hausse des salaires.

Une étude faite aux États-Unis par Charles Holt et ses collègues (11) donne des résultats un peu plus positifs. Pour eux, la dispersion du chômage, qu'elle soit faite au plan démographique ou géographique ou au plan des divers emplois, a une nette influence sur l'ensemble de la courbe de Phillips. Ils estiment en fait qu'«en éliminant complètement la dispersion démographique du niveau de 1969, on

obtiendrait soit une diminution de .6 p. 100 du taux d'inflation, soit une baisse de 14 p. 100 du niveau de chômage. L'élimination de la dispersion des divers emplois réduirait le taux d'inflation de .6 p. 100, ou bien celui du chômage de 25 p. 100. L'élimination totale de la dispersion géographique réduirait le taux d'inflation de .6 p. 100, ou bien celui du chômage de 25 p. 100. L'élimination totale de la dispersion géographique réduirait le taux d'inflation de .3 p. 100, ou celui du chômage de 7 p. 100.»

Malgré ces résultats, nous penchons en faveur des opinions exprimées dans (27) sur les insuffisances de la courbe de Phillips dans son ensemble, du moins en ce qui concerne la manière dont elle a été utilisée jusqu'à présent, lorsqu'on s'en sert pour diagnostiquer les problèmes au niveau des cas spécifiques. L'argumentation de Lipsey et les analyses empiriques citées ci-dessus ont, implicitement ou explicitement, présupposé que le profit de chaque micro-courbe de Phillips est identique à celui de la courbe d'ensemble, c'est-à-dire que les salaires dans chaque secteur sont censés être également sensibles au taux de chômage du secteur correspondant. Cependant, nous nous attendrions en fait que le degré de sensibilité varie considérablement entre la plupart d'entre eux. (Lorsque ces secteurs sont représentés par des régions géographiques du Canada, c'est bien ce qui se produit, comme on l'a démontré dans (27).) Il est donc raisonnable de penser que, pour un taux donné moyen de chômage, l'inflation des salaires dans son ensemble, augmentera ou diminuera, selon que les taux de chômage dans certains secteurs d'emplois clés croissent ou diminuent, quelles que soient les variations de la dispersion calculée dans (11) ou (28). Dans la mesure où ce phénomène existe au Canada, une juste estimation des effets de l'immigration sur les structures exige de modifier profondément les analyses existantes.

La détermination de l'influence de l'immigration sur le taux de chômage des divers secteurs du marché du travail est tout aussi importante pour les objectifs qui sont les nôtres; pour parvenir à une solution satisfaisante de ce problème, il faut avoir recours à un modèle décomposé. En attendant, nous nous contentons de spéculer sur les effets «probables».

## B. Répercussions pour le Canada

Les chiffres du tableau 5.1 montrent que la plupart des immigrants venus au Canada se retrouvent dans des emplois où le taux de chômage est relativement bas. En dehors d'un nombre apparemment élevé d'immigrants dans le groupe des artisans, leur présence dans les quatre groupes principaux (emplois de bureau et professions libérales, services, artisans et emplois du secteur primaire) a été complémentaire de celle des travailleurs canadiens, en ce sens que de faibles taux relatifs de chômage sont allés de pair avec une forte concentration d'immigrants. Par rapport à la répartition existante des travailleurs canadiens actifs, les immigrants se sont trouvés représentés de manière disproportionnée dans les secteurs suivants: emplois de bureau, professions libérales et artisans. Les chiffres semblent indiquer que les immigrants récents ont probablement contribué à une détente relative du marché dans ces secteurs particuliers, tandis qu'il y avait resserrement dans les autres secteurs. Cela concorde avec la baisse dans les divers taux de chômage, à l'exception de celui des artisans où l'immigration a entraîné une hausse légère. S'il était prouvé que les salaires sont très sensibles aux niveaux du

chômage sur notre marché, nous pourrions déclarer que même cela est compatible avec un effet net favorisant la déflation. Mais avec les renseignements dont nous disposons, nous devons nous contenter de supposer que l'effet net continue à favoriser légèrement la baisse, à cause de l'adoucissement des conditions du marché dans les deux secteurs d'emplois les plus importants.

TABLEAU 5.1  
TAUX DE CHÔMAGE ET RÉPARTITION DES CANADIENS ET DES IMMIGRANTS  
SELON LES CATÉGORIES D'EMPLOIS, CANADA, 1961, 1966, 1971

	Tous les emplois	Emplois de bureau et professions libérales*	Transports	Services et loisirs	Secteur primaire	Artisans production et assimilés	Manoeuvres et ouvriers non-spécialisés
Proportions des emplois occupés par catégorie							
1961	1.00	.41	.06	.11	.13	.24	.05
1966	1.00	.43	.05	.11	.10	.26	.05
1971	1.00	.47	.05	.12	.08	.24	.04
Rapport entre le taux de chômage professionnel et le taux moyen de chômage							
1961	1.00	.35	1.44	.79	.96	1.30	3.06
1966	1.00	.36	1.25	.86	1.08	1.19	3.25
1971	1.00	.45	1.16	.89	.91	1.25	2.61
Proportion des immigrants par emploi projeté							
1961	1.00	.31	.01	.19	.07	.24	.11
1966	1.00	.44	.01	.09	.04	.34	.08
1971	1.00	.55	.01	.11	.04	.27	.02

\* Y compris le personnel de gestion et les membres des professions libérales et les techniciens, les employés de bureau, les vendeurs et les employés des communications.

Une analyse plus axée sur les détails, en prenant peut-être celui des catégories d'emplois étudiés dans l'analyse qui vient d'être faite des manques de main-d'œuvre, permettrait vraisemblablement de se faire une idée beaucoup plus claire de la situation. Toutefois, en analyse détaillée, le taux relativement élevé du chômage chez les travailleurs non spécialisés et le taux de chômage inférieur chez les employés de bureau et les membres de professions laissent entrevoir que les prix seraient plus faciles à stabiliser en favorisant très fortement l'immigration de gens faisant partie du second groupe plutôt que ceux du premier groupe<sup>1</sup>.

La situation n'est pas plus claire lorsque nous considérons les secteurs géographiques du marché du travail. Le tableau 5.2 montre qu'il y a un nombre disproportionné d'immigrants qui veulent s'établir en Ontario, alors que relativement peu d'entre eux vont dans les autres régions. Nous pourrions nous attendre

<sup>1</sup>Nous ne pouvons insister trop sur le fait que cette implication est sujette à caution, compte tenu de ce qui est dit au chapitre 4 et dans la section A du présent chapitre.

que cela provoque une certaine détente dans le marché du travail en Ontario. Les écarts entre la répartition des Canadiens et celle des immigrants sont loin d'être aussi grands dans les autres régions, si bien que les effets «probables» sur les autres marchés du travail sont moins évidents. Nous pourrions imaginer une légère détente dans le marché en Colombie-Britannique et un resserrement dans les autres marchés. Ces effets ne sont pas compatibles avec une diminution de la dispersion des taux de chômage dans la mesure où celui de la Colombie-Britannique est porté à s'accroître et celui des Prairies, à diminuer. Cependant, pour autant que l'Ontario est au premier rang sur le plan des salaires, l'augmentation du taux de chômage et la baisse de la pression exercée sur les salaires que cela suppose pour cette province pourraient bien signifier que la répartition régionale de la population et de la main-d'œuvre a un effet net qui favorise la déflation.

TABLEAU 5.2  
TAUX DE CHÔMAGE ET RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES CANADIENS  
ET DES IMMIGRANTS, SELON LA RÉGION, CANADA 1961, 1966, 1971

	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	C.-B.
% de la répartition des Canadiens					
1961	10	29	34	18	9
1966	10	29	35	17	9
1971	10	28	36	16	10
% de la répartition des immigrants*					
1961	3	24	51	12	10
1966	2	20	55	10	13
1971	3	16	53	13	16
Proportion du taux de chômage régional par rapport au taux national					
1961	1.58	1.30	.77	.65	1.20
1966	1.78	1.31	.69	.58	1.25
1971	1.34	1.28	.81	.70	1.09

Source: *La population active*. Statistique Canada 71-001, *Statistiques de l'immigration*

\* Destination prévue à l'arrivée au Canada.

Une analyse semblable des répartitions urbaines fondée sur le tableau 5.3 indique que le taux de chômage de Toronto marque une tendance à la hausse, alors que c'est l'inverse pour les autres régions du Canada. Ces données concordent avec une baisse dans les divers taux de chômage et, selon la manière dont les salaires réagissent aux conditions du marché du travail dans ces zones, elles peuvent avoir un effet favorable à la déflation.

TABLEAU 5.3

TAUX DE CHÔMAGE ET RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES CANADIENS  
ET DES IMMIGRANTS, SELON LES ZONES MÉTROPOLITAINES, CANADA, 1968-1971

	Montréal	Toronto	Vancouver	Ailleurs au Canada
% de la répartition des Canadiens				
1968	12.9	11.8	4.8	70.5
1969	12.9	11.9	4.9	70.3
1970	12.8	12.1	5.0	70.1
1971	12.7	12.2	5.0	70.1
% de la répartition des immigrants				
1969	14.5	30.9	7.6	47.0
1970	11.3	34.3	7.9	46.5
1971	13.7	31.8	8.7	45.8
Proportion du taux de chômage local par rapport au taux national				
1968	1.12	.62	1.19	1.06
1969	1.23	.53	1.04	1.06
1970	1.15	.66	1.34	1.02
1971	1.11	.80	1.11	1.02

Source: *La population active*, Statistique Canada, 71-001, Étude longitudinale sur les immigrants et *Estimations de la population des régions métropolitaines du Canada*, Statistique Canada, 91-207.

Il semble presque inutile d'insister sur la valeur restreinte d'une telle analyse. Elle suppose implicitement l'existence d'une répartition géographique (presque) constante de la main-d'œuvre nécessaire aux divers niveaux de la production nationale. En fait, la répartition géographique nécessaire dépend de la répartition de la demande. C'est ainsi, par exemple, que l'afflux important d'immigrants en Ontario y accroît non seulement la main-d'œuvre disponible, mais également la demande de biens de consommation. À première vue, et très superficiellement, nous pourrions conclure que, à cause du caractère ouvert des économies régionales, celle-ci est plus importante que celle-là, ce qui justifierait les conclusions présentées plus haut. Ces conclusions portent avant tout sur les effets à court terme. Nous avons complètement laissé de côté les phénomènes à long terme tels que, par exemple, la croissance de la population et de la main-d'œuvre ontariennes qui attirent plus de capital et d'industries, ce qui a pour résultat d'y rendre finalement le marché du travail aussi fermé qu'il l'était auparavant.

Manifestement, un modèle qui traduit les importantes corrélations qui existent entre les diverses économies régionales et les marchés du travail, par exemple le mouvement des personnes, des marchandises et des fonds qui s'opère d'une région à l'autre, est nécessaire pour procéder à une analyse convenable. La rareté des renseignements disponibles sur le commerce et la circulation de l'argent entre les

provinces, ainsi que, dans une moindre mesure, les migrations interprovinciales, rend une telle analyse très difficile et dépasse, en tous cas, la portée de la présente étude. Un examen de la version régionalisée de CANDIDE pourrait constituer un premier pas dans cette voie.

## CONCLUSIONS ET RÉPERCUSSIONS SUR LE PROGRAMME

Un des points les plus importants soulignés dans cette analyse est qu'il est très difficile de déterminer, et assurément de quantifier, les effets de l'immigration sur la stabilité des prix. Cependant, certains points mis en lumière nous autorisent à prononcer quelques jugements qui n'ont d'ailleurs rien de définitif, sur ces effets et leurs répercussions sur le programme d'immigration au Canada.

L'analyse laisse entendre que l'immigration récente au Canada n'a probablement eu qu'un effet négligeable sur la stabilité des prix. Il a été démontré de manière assez convaincante que son effet sur l'excédent de l'ensemble de la demande a été minime en comparaison des autres forces influant sur l'économie. On a moins de preuves à l'appui de la théorie des effets au niveau des structures; mais nous nous hazarderons à penser que les immigrants ont eu un effet minime, quoique vraisemblablement bienfaisant, sur les déséquilibres dans le marché du travail, et ont donc un peu contribué à réduire l'inflation. Enfin, il existe un effet généralisé de faible importance lorsque le chiffre brut de l'immigration est d'environ 300,000, et que les répartitions géographiques et par types d'emplois sont identiques, de sorte que la stabilité des prix ne devrait pas constituer une préoccupation importante lorsqu'on décide du volume optimal de l'immigration.

Lorsqu'on considère la nature de l'immigration, qui est la plus désirable du point de vue de la stabilité des prix, et les critères de sélection les plus susceptibles d'encourager ce genre d'immigration, l'analyse fait apparaître certains facteurs dont il faut tenir compte. En premier lieu, nous répétons qu'à l'inverse de la situation existant pendant les années 50 et la première moitié des années 60, le Canada ne souffre pas d'une pénurie générale de travailleurs hautement qualifiés et d'un niveau élevé d'instruction. C'est au niveau de certains métiers que la pénurie existe, et, de plus en plus, au fur et à mesure que les rangs de la population active du Canada deviennent moins accessibles pour les travailleurs faiblement rémunérés, ceux qui ne sont pas spécialisés. En revanche, les critères de sélection actuels font grand cas de l'instruction et des compétences générales, et accordent beaucoup d'importance à l'âge et aux connaissances linguistiques, si bien qu'une personne ayant un niveau élevé d'instruction obtiendra très probablement le statut d'immigrant reçu, quel que soit l'endroit du Canada où il veut s'établir et qu'il y ait rareté ou non de personnes ayant sa formation. À l'inverse, un candidat âgé, moins instruit, mais hautement qualifié, risque d'être refusé même s'il existe une forte demande pour des travailleurs de sa spécialité. Manifestement, la stabilité des prix est mieux servie par des critères de sélection qui tiennent un plus grand compte des conditions actuelles du marché du travail.

En deuxième lieu, nous avons soutenu qu'il n'existe pas de cas de pénurie de main-d'œuvre généralisée, même dans les emplois spécialisés et les professions libérales. Les cas existants sont très précis en ce qui concerne l'instruction, la formation, l'expérience acquise, l'âge, la rémunération et le lieu de travail. Cela semble montrer que les critères de sélection actuels entravent le choix de certains immigrants pour remplir les postes vacants. Nous proposons donc, pour commencer, d'y intégrer un classement de l'importance de la demande par catégories d'emplois

et par régions, de manière à bien indiquer que le manque de main-d'œuvre ne peut se définir uniquement, soit par le genre de profession, soit par le lieu où il se produit, mais qu'il doit l'être par les deux à la fois. Des recherches plus poussées s'imposent pour déterminer l'importance des autres variables concernant des manques précis de main-d'œuvre, et pour voir si une classification plus détaillée des divers aspects de la demande est possible et sûre.

Enfin, étant donné que, pour être acceptés, les immigrants nommément désignés ou parrainés, qui comptent pour la moitié environ des immigrants récents au Canada, sont beaucoup moins que les immigrants indépendants astreints à une côte visant des professions où la demande est très forte, cela semble bien indiquer qu'on ne peut tout mettre en oeuvre pour sélectionner les immigrants en fonction des besoins du marché du travail sans changer la ligne de conduite relative à ces groupes.

Cependant, si l'on veut essayer d'exercer un plus grand empire sur les immigrants nommément désignés, en particulier sur les travailleurs d'un faible niveau de qualification, qui constituent une proportion relativement élevée des immigrants de cette catégorie, on se heurte aux difficultés que décrivait M. W. R. Böhning, de l'Organisation internationale du Travail à Genève, à l'occasion d'une récente conférence internationale sur l'immigration, savoir que la réglementation de l'immigration ne suffira pas à elle seule à empêcher le nombre des immigrants non qualifiés d'augmenter, si rien n'est fait pour abolir les emplois socialement indésirables qu'ils viennent remplir. (Le manque de travailleurs peu spécialisés au Canada se fait surtout sentir dans les emplois de manœuvre dans l'industrie, dans l'agriculture, l'exploitation forestière et dans les emplois faiblement rémunérés dans les services.) L'expérience européenne a démontré qu'à moins de modifier les emplois non spécialisés afin de les rendre plus attrayants pour les ressortissants du pays, les immigrants trouveront toujours le moyen — de façon légale ou non — de venir les occuper.

Nous répéterons, pour conclure, la remarque faite dans l'introduction sur la portée très limitée de notre analyse, qui se soucie uniquement de la stabilité des prix. Du point de vue des objectifs économiques et sociaux en général du Canada, les propositions que nous avons énoncées peuvent très bien n'être ni toutes souhaitables, ni acceptables. En fait, l'étude tend à montrer que la stabilité des prix constitue une préoccupation qui ne devrait jouer qu'un rôle relativement secondaire dans les délibérations relatives au programme d'immigration.

## RÉFÉRENCES

- (1) Anderson, C. H., «Wage Spillover Mechanisms: A U.S.-Canadian Analysis», *Relations Industrielles*, mai 1972.
- (2) Arndt, H., «The National Economy of Australia and Migration», *International Migration*, vol. 2, n° 1, 1964.
- (3) Böhning, W. R., *Effets économiques de l'emploi des travailleurs étrangers*, Paris, OCDE, 1973.
- (4) Davies, G. W., *Effects of Immigration on the Canadian Economy from 1972 to 1980*; Groupe des projets de recherches, ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, 1973.
- (5) Davies, G. W., *The Role of Immigrants in the CANDIDE I.O Model*, Groupe des projets de recherches, ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, décembre 1973.
- (6) Duloy, J. H., «Structural Changes Due to Immigration: An Econometric Study», *Australian Economic Papers*, 6 décembre 1967.
- (7) Fellner et autres, *Problème de la hausse des prix*, Paris, OCDE, 1961.
- (8) Franke, W. et autres, *The Shortage of Skilled and Technical Workers*, Institut des relations industrielles, Université d'Illinois, 1968.
- (9) Hines, A. G., «Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the U.K., 1862-1963: A Reappraisal», *Review of Economics and Statistics*, février 1968.
- (10) Hines, A. G., «Trade Unions and Wage Inflation in the U.K., 1893-1961», *Review of Economic Studies*, octobre 1968.
- (11) Holt, C. et autres, *The Unemployment-Inflation Dilemma: A Manpower Solution*, Washington, Urban Institute, 1971.
- (12) Jones, K., et Smith, A. D., *The Economic Impact of Commonwealth Immigration*, Cambridge, Mass.: Presses universitaires de Cambridge, 1970.
- (13) Karmel, P. H., «The Economic Effects of Immigration», dans H. E. Holt et autres, *Australia and the Migrant*, Sydney, Angus and Robertson, 1953.
- (14) Kindleberger, C. P., *Europe's Postwar Growth: The Role of Labour Supply*, Cambridge, Mass.: Presses universitaires d'Harvard, 1967.
- (15) Kmenta, J., «An Econometric Model of Australia 1948-61», *Australian Economic Papers*, 5 décembre 1966.
- (16) Lipsey, R. G., «The Relation Between Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the United Kingdom, 1862-1957: A Further Analysis», *Economica*, février 1960.
- (17) Lloyd, P. J., *Immigration Policy: An Economist's Viewpoint*, communication présentée à l'Université d'Adelaïde, 1970.
- (18) McDougald, A., *Preliminary Results Respecting the Inflationary Impact of Occupations*, Direction des recherches, ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, 1972.
- (19) Mishan, E. J., et Needleman, L., «Immigration, Excess Aggregate Demand and the Balance of Payments», *Economica*, mai 1966.
- (20) Mott, F. L., «The Immigrant Worker», *Annals of the American Academy*.

(21) New Zealand Monetary and Economic Council, *Increased Immigration and the New Zealand Economy*, Rapport n° 12, Wellington, Government Printer, 1966.

(22) Parai, L., *Immigration et émigration de spécialistes et de travailleurs qualifiés depuis la fin de la guerre*, préparée pour le Conseil économique du Canada, Étude spéciale n° 1, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965.

(23) Reder, M., «Wage Rates and the Structure of Unemployment», *Review of Economic Studies*, 1965.

(24) Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, *Skilled and Professional Manpower in Canada, 1945-1965*, ministère du Travail, 1957.

(25) Schultze, C., *Recent Inflation in the U.S.*, Étude n° 1, Joint Economic Committee, Study of Employment, Growth and Price Levels, Washington, 1959.

(26) Technical Service Council (Conseil des services techniques), *Characteristics of the Canadian Professional Job Market*, rapport spécial présenté au ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, 1969.

(27) Thrisk, W., *Aspects régionaux de l'inflation*, Commission des prix et des revenus, 1972.

(28) Thirwall, A., «Demand Disequilibrium in the Labour Market and Wage Rate Inflation in the United Kingdom», *Yorkshire Bulletin of Economic and Social Research*, vol. 21, n° 1, mai 1969.





